Revue européenne des migrations internationales

vol. 36 - n°2 et 3 | 2020

L'accueil hors des grandes villes

Éditorial : Hors des grandes villes ! L'accueil des exilé·e·s dans les petits milieux d'immigration

Editorial: Out of Big Cities! The Reception of Exiles in Small Immigrant Localities

Editorial: ¡Fuera de las ciudades! La acogida de los inmigrantes en los pequeños lugares de migración

Anouk Flamant, Aude-Claire Fourot et Aisling Healy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/15795>

DOI : 10.4000/remi.15795

ISSN : 1777-5418

Traduction(s) :

Editorial: Out of the Big Cities! The Reception of Exiles in Small Immigration Localities - URL : <https://journals.openedition.org/remi/16908> [en]

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2020

Pagination : 7-27

ISBN : 979-10-90426-67-2

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Anouk Flamant, Aude-Claire Fourot et Aisling Healy, « Éditorial : Hors des grandes villes ! L'accueil des exilé·e·s dans les petits milieux d'immigration », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 36 - n°2 et 3 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 03 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/remi/15795> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.15795>

Éditorial : Hors des grandes villes ! L'accueil des exilé-e-s dans les petits milieux d'immigration

Anouk Flamant¹, Aude-Claire Fourot²
et Aisling Healy³

Incontestablement, la majorité des populations exilées réside en ville. Assurément, les petits centres urbains et les territoires ruraux sont plus souvent associés à l'émigration qu'à l'immigration. Et pourtant... Comme la multiplication d'articles de presse⁴ et de documentaires⁵ en témoigne, la crise migratoire de 2015 a mis en lumière l'essor de formes multiples et contrastées de l'accueil des populations exilées, contraintes de s'installer dans des territoires peu coutumiers à leur présence. Qu'il soit marqué par des mobilisations anti-migrant-e-s ou au contraire animé par la solidarité des habitant-e-s, initié par les acteur-ric-e-s locaux-ales ou imposé par l'État central, l'accueil des exilé-e-s en dehors des grands centres urbains est longtemps resté largement invisible aux sciences

1 Maîtresse de conférences en science politique, INSHEA/UPL/EA Grhapes, Chercheure associée Triangle, Université Paris Lumières, 58-60 avenue des Landes, 92150 Suresnes ; anouk.flamant@inshea.fr

2 Professeure, département de science politique, Université Simon Fraser, 8888 University Drive, Burnaby, BC V5A 1S6, Vancouver, Canada ; afourot@sfu.ca

3 Maîtresse de conférences en science politique, DEPT, Laboratoire Triangle, Université Jean Monnet, ENS de Lyon site Descartes, Bât. D4, 15 parvis René Descartes, 69342 Lyon cedex ; aisling.healy@univ-st-etienne.fr

Nous tenons à remercier très chaleureusement Camille Schmoll pour le travail de coordination qu'elle a réalisé à nos côtés. Nous lui sommes particulièrement redevables de la dimension internationale de ce dossier. Merci aussi aux membres du comité de rédaction de la REMI et à Audrey Brosset, son éditrice, qui nous ont accompagnées et soutenues tout au long de l'élaboration du dossier thématique. La photographie de couverture est l'œuvre de Céline Gaille ; merci à l'ensemble de l'équipe Camigri de nous avoir permis de la reproduire. Enfin, un merci particulier aux auteur-e-s et aux évaluateur-trice-s pour leur confiance et pour leurs réponses positives à notre invitation à contribuer à ce dossier.

4 Par exemple, Le Touzet Jean-Louis (2020) Dans le Vercors, accueillir les migrants à durée indéterminée, *Médiapart*, 15 septembre ; ou encore le dossier d'actualité, La Gazette des communes (2020) Migrants : comment les territoires ont pris le relais de l'État, *La gazette des communes*, janvier, [en ligne]. URL : <https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/migrants-comment-les-territoires-ont-pris-le-relais-de-letat/>

5 Plusieurs documentaires éclairent ces questions : sur Riace, Shu Aiello et Catherine Catella (2017) *Un paese di Calabria* ; sur la Normandie, Ariane Doublet (2018) *Les réfugiés de Saint-Jouin* ; sur la vallée de la Roya, Cédric Herrou (2018) *Libre* ; ou encore, sur le pays briangonnais, Laetitia Cuvelier et Isabelle Mahenc (2019) *Déplacer les montagnes*.

sociales du fait du prisme urbain des études migratoires⁶. Il demeure d'ailleurs, aujourd'hui encore, peu abordé dans la littérature sur le « tournant local » de la gouvernance des migrations (Caponio et Borkert, 2010). Les articles de ce dossier thématique visent à pallier ce manque. Qui accueille les exilé-e-s hors des grandes villes ? Comment ces populations sont-elles accueillies ? Quels sont les défis, les contraintes et les opportunités spécifiques à l'accueil dans ces territoires ?

À partir de ces questionnements initiaux⁷, nous avons construit, avec les auteur-e-s de ce dossier, une réflexion sur l'accueil en dehors des espaces métropolitains⁸. Cette réflexion a mis en évidence deux enjeux transversaux quant à la terminologie adoptée. Premièrement, l'étude des phénomènes migratoires pose de manière récurrente et problématique la question des mots à privilégier pour évoquer les populations en mouvement. Dans ce dossier, les auteur-e-s privilégient tour à tour « migrant-e », « réfugié-e », « demandeur-euse d'asile », « exilé-e » en fonction de leurs approches, des catégories de personnes considérées et des terrains étudiés. Dans cet éditorial, nous avons retenu le terme d'« exilé-e » qui englobe les différents groupes étudiés par les auteur-e-s. Si pendant longtemps, le terme de « migrant-e-s » a été considéré comme neutre, ce dernier a progressivement acquis une connotation négative associée à des formes de migration économique déguisée et ce, par opposition à la légitimité conférée au statut de « réfugié-e » institué par la Convention de Genève en 1951 (Akoka, 2020). Le terme « exilé-e » nous permet au final de sortir de la dichotomie « migrant-e » versus « réfugié-e », mais aussi de souligner le caractère multifactoriel des raisons de la migration, de ne pas stigmatiser les personnes en fonction de leurs statuts administratifs et juridiques et d'insister sur les contraintes qui pèsent sur la mobilité de ces populations, notamment dès lors que celles-ci sont astreintes à s'installer dans des petites localités qu'elles n'ont pas choisies. Le terme d'exilé-e permet donc de ne pas reprendre les termes de celles et ceux qui catégorisent mais de considérer l'expérience migratoire de celles et ceux qui la vivent (Akoka, 2020). Adopter cette terminologie ne conduit néanmoins pas à gommer les spécificités de prise en charge et d'accès aux droits selon les catégories administratives auxquelles appartiennent les exilé-e-s, ni à nier les différences entre les institutions et les acteur-ric-e-s qui les administrent.

La question des travailleur-euse-s saisonnier-ère-s n'a simplement pas été intégrée à ce dossier thématique. Si cette population fait l'objet d'un contrôle de sa mobilité territoriale (contrôle par l'hébergement, mobilité gérée par l'entreprise) et fait l'expérience de l'étranger-ère dans son nouveau lieu de vie, elle le vit, avant tout, de manière temporaire (bien que répétée) et dans un contexte de

6 Notons que les historien-n-es ont consacré de nombreuses études aux migrations dans les espaces ruraux. Voir par exemple les deux numéros d'*Hommes & migrations* en 2008 (n° 1273) et 2009 (n° 1278) consacrés aux migrations en France dont plusieurs articles traitent des territoires ruraux comme Barou et al. (2009) sur l'Auvergne. Sur la même région, voir aussi l'étude de Cordier-Montvenoux (2015). Ces travaux nous rappellent que ces petites localités ont un passé et une trajectoire d'accueil.

7 Ce projet de dossier a notamment émergé à la suite des séances du séminaire « Les villes européennes et l'accueil des migrants » organisé en 2018 dans le cadre d'une recherche PUCA « Villes et réseaux de villes face à la question migratoire » (2016-2019) dirigée par Aisling Healy.

8 Néanmoins, ces derniers peuvent aussi être « métropolisés » dans le sens où les acteur-ric-e-s de ces territoires sont mobiles et peuvent interagir avec ceux des métropoles voisines.

migration par le travail qui est bien spécifique⁹.

Deuxièmement, nous avons préféré caractériser ces territoires, plutôt que de les qualifier seulement « comme des espaces d'accueil *hors* des grands centres urbains ». Cette dénomination a certes le mérite d'être la plus fédératrice puisqu'elle englobe l'ensemble des expressions retenues par les auteur·e·s du dossier pour qualifier les territoires sur lesquels portent leurs enquêtes : « campagnes françaises » (Berthomière *et al.*), « villes petites et moyennes » (Bouagga ; Dauphin et Veronis ; Gardesse), « espaces transitoires » (Martin), « espaces en déclin » (Gardesse), « zones et espaces ruraux » (Berthomière *et al.* ; Bouagga), « village » (Martin), « géographies périphériques de la défense des droits des migrant·e·s et des réfugié·e·s » (Schmid-Scott *et al.*), « espaces à faible attractivité résidentielle » (Gardesse), « territoires isolés », « espaces fragiles » (Arfaoui), « périurbain » (Berthomière *et al.* ; Deschamps *et al.*) ou encore « marges » (Ristic). Mais, nous contenter de rassembler ces contributions par la négative pourrait participer à essentialiser une opposition entre des métropoles présentées comme des territoires forcément cosmopolites et les « autres » territoires, qui seraient quant à eux des espaces par définition homogènes et confrontés à la migration de manière soudaine et récente.

A contrario, les enquêtes ici réunies ne s'inscrivent pas non plus dans une vision idéalisée de ces « autres territoires », vision qui a d'ailleurs été ravivée dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. En effet, les petits centres urbains et les territoires ruraux ont pu faire l'objet d'un regain de popularité dans les discours et les imaginaires, ces derniers étant présentés comme des lieux « idylliques » (Schmid-Scott *et al.*, dans ce dossier) que les modes de vie auraient préservés de la propagation du virus. Ne souscrivant pas à une vision fantasmée du « *small is beautiful* », l'ensemble des auteur·e·s de ce dossier est opposé à l'idée selon laquelle ces territoires seraient nécessairement accueillants du fait de la proximité naturelle offerte entre exilé·e·s et habitant·e·s ou encore du fait d'une vie qui serait plus douce à la campagne. Depuis 2015, des manifestations contre les exilé·e·s ont d'ailleurs fleuri aussi bien dans les métropoles qu'en dehors de celles-ci (Bock, 2018 ; Oliver *et al.*, 2020 ; Deschamps *et al.*, dans ce dossier).

Ainsi, poursuivant en cela les réflexions proposées par Belkhodja et Vatz Laaroussi (2012), ainsi que par Manço *et al.* (2012), nous avons choisi, dans cet éditorial, de qualifier ces espaces de « petits milieux d'immigration ». Par cette expression, nous entendons des lieux dont la population générale est de petite taille, voire de très petite taille au regard des métropoles les plus proches, où les minorités ethniques et racisées comme les personnes issues de l'immigration sont comparativement peu nombreuses et où les structures associatives en lien avec la migration, les politiques comme les services publics dédiés à l'accueil et à l'intégration sont faiblement présents sur le territoire. En termes économiques, le secteur tertiaire y est comparativement moins développé de même que les possibilités d'emploi pour des primo-arrivant·e·s (emplois formels et informels).

9 Que ce soit en Amérique du Nord ou en Europe, les travailleur·euse·s migrant·e·s agricoles restent des populations invisibilisées (Michalon et Morice, 2008), dont les droits, par ailleurs limités, sont souvent bafoués (Basok, 2004). Ces travailleur·euse·s ont des interactions sommaires avec les habitant·e·s (Preibisch, 2004) et sont accepté·e·s à minima effectuant des tâches qui n'ont pas trouvé preneur, en raison de leur pénibilité et des conditions d'emploi (Schmid-Scott *et al.*, dans ce dossier).

Au niveau du logement, les taux de vacance y sont généralement plus importants et le marché de l'immobilier plus abordable.

En explorant ces espaces trop souvent négligés par les études migratoires (Glick Schiller et Çağlar, 2009) comme par les études urbaines (Bell et Jayne, 2009), ce dossier thématique propose une compréhension plus exhaustive du « tournant local » de la gouvernance des migrations en étudiant les acteur·rice·s — qu'ils soient élu·e·s, associatif·ive·s, bailleur·euse·s sociaux·ales ou encore bénévoles — et les institutions qui agissent « pour » (au nom de leur intérêt, mais aussi parfois en lieu et place de leurs habitant·e·s) et « dans » ces territoires (en y menant des actions concrètes). Ce dossier propose aussi de s'intéresser au vécu des exilé·e·s, à leurs choix et à leurs parcours loin des grandes métropoles. Enfin, la mise en perspective internationale permet d'interroger les logiques qui structurent une gouvernance mondiale des migrations pour l'essentiel inaccessible à ces « petits milieux », alors que ces derniers en sont pourtant des maillons critiques et des acteurs à part entière. Sans être nouvelles, depuis 2015, en Europe comme en Amérique du Nord, les dynamiques de répartition institutionnalisées des exilé·e·s sur l'ensemble des territoires nationaux se sont en effet accélérées du fait de logiques de dispersion mettant en lumière le rôle d'acteur·rice·s au sein de territoires moins densément peuplés. Surtout, ces politiques de répartition hors des grandes métropoles ont des effets aussi bien attendus par les acteur·rice·s institutionnel·le·s (dynamisation économique, notamment avec l'occupation d'emplois délaissés) qu'inattendus (multiplication des dynamiques habitantes d'accueil, conflits, redéfinition du parcours migratoire plutôt urbain imaginé par les exilé·e·s et difficultés d'installation pérenne pour les populations exilées).

Dés-urbaniser les regards portés sur l'accueil et l'intégration des exilé·e·s

Les travaux sur le « tournant local » des politiques d'accueil et d'intégration se sont multipliés au cours de la dernière décennie (entre autres, Dekker *et al.*, 2015 ; Fourot, 2015 ; Caponio *et al.*, 2017). Que ce soit en Europe, en Amérique du Nord ou dans les pays dits du « Sud », les villes et les régions sont devenues de plus en plus actives dans la définition et la mise en œuvre de programmes et de politiques pour répondre aux défis et enjeux posés par les migrations. Les autorités locales revendiquent dès lors une plus grande place dans la gouvernance des migrations à l'échelle internationale, en atteste notamment la multiplication de réseaux de villes sur cette thématique (Flamant *et al.*, 2021 ; Oomen, 2020 ; Lacroix, 2020).

Néanmoins, ces travaux sur la gouvernance locale des migrations ont surtout porté sur des grandes métropoles (Bontemps *et al.*, 2018), comme Amsterdam, Rome, Tel-Aviv et Paris (Alexander, 2003), ou Paris (Escafré-Dublet et Lelévrier, 2018), Lyon et Marseille (Downing, 2016), accueillant la « super diversité » (Vertovec, 2007), avec une forte population née à l'étranger et issue de minorités ethniques au vu des statistiques de leurs pays respectifs, comme Toronto, Vancouver (Good, 2009) et Montréal (Fourot, 2013), Milan et Turin (Caponio, 2017), Berlin, Malmö et Rotterdam (Dekker *et al.*, 2015), ou encore Berlin, Amsterdam, New York et San Francisco (De Graauw et Vermeulen, 2016).

Plusieurs autres recherches se sont particulièrement intéressées aux villes d'arrivée (Saunders, 2010), celles ouvertement engagées dans l'accueil, l'intégration et la promotion de la diversité culturelle (White, 2018 ; Broadhead, 2020), comme Barcelone (Bazurli, 2019 ; Gebhardt, 2021) ou Nantes et Strasbourg (Flamant, 2017 et 2020). D'autres travaux se sont quant à eux penchés sur les dynamiques d'inhospitalité (Dahdah *et al.*, 2018), ou sur les politiques urbaines explicitement réticentes à l'immigration comme en Italie (Ambrosini, 2013), aux Pays-Bas (Uitermark et Duyvendak, 2008) ou aux États-Unis (Varsanyi, 2011). Enfin, alors que les travaux sur les villes « sanctuaires » ou les villes « refuges » se sont multipliés ces dernières années dans les pays des Nords comme des Suds (par exemple, Furri, 2017 ; Lasch *et al.*, 2018 ; Missbach *et al.*, 2018 ; Moffette et Ridgley, 2018), la littérature traitant des militantismes pro-migrant-e-s en dehors des grands centres d'immigration reste peu explorée (Schmid-Scott *et al.*, dans ce dossier).

Finalement, la littérature passe trop souvent sous silence une part non négligeable des acteur-ric-e-s de la solidarité et de l'hospitalité mobilisés dans les petits milieux d'immigration. Dans ce contexte, il nous paraît nécessaire d'interroger la sélection des cas retenus par l'ensemble de ces auteur-e-s (Schmiz *et al.*, 2020). Pour le dire autrement, l'accumulation de travaux portant essentiellement sur des grandes villes se revendiquant souvent elles-mêmes « diverses » ou encore sur des cas que l'on peut ainsi qualifier d'« extrêmes », invite à prolonger l'étude du « tournant local » avec des cas plus variés. Il s'agit bien de détourner le regard des grandes métropoles urbaines pour se focaliser sur d'autres espaces d'accueil et d'intégration. Si plusieurs études se sont déjà attachées à analyser ces espaces et leurs relations à l'immigration¹⁰, il reste que l'accueil des exilé-e-s depuis 2015 dans les petits milieux en Europe et en Amérique du Nord n'a pas, à notre connaissance, été au cœur d'un projet éditorial.

Ainsi, en rassemblant dans ce dossier thématique de la REMI dix contributions qui adoptent des approches méthodologiques diverses (quantitative, qualitative et ethnographique) et qui émanent de traditions disciplinaires variées (géographie, sociologie, science politique, anthropologie et économie), nous proposons de « dés-urbaniser » les études locales portant sur la migration pour saisir comment les mobilités contemporaines entraînent la mobilisation des acteur-ric-e-s de ces territoires plus « périphériques » (Belkhodja et Vatz Laaroussi, 2012).

Nous avons donc réuni des contributions qui s'intéressent à des municipalités telles que Gatineau au Québec/Canada, des petits milieux d'immigration en France (Auvergne, Cévennes, Bretagne et Limousin), mais aussi des comtés et villes britanniques (Somerset, Devon, Exeter) ou des villages italiens (Riace, Calabre). Ces perspectives variées permettent de dépasser la question des seuils démographiques tant ces derniers diffèrent selon les pays et les expériences

10 Entre autres, des espaces montagnards (Del Biaggio *et al.*, 2020), des petites villes et des espaces ruraux (Wulff *et al.*, 2008 ; Cvetkovic, 2009 ; Dahinden, 2009 ; Litcher, 2012 ; Bonifacio et Drolet, 2016 ; Cremaschi *et al.*, 2020), des villes moyennes (Walton-Roberts, 2005 ; Myrberg, 2017 ; Meier, 2018 ; Gardesse et Lelévrier, 2020), ou des villes de banlieue (Fourrot, 2011 ; Kirsbaum, 2015).

nationales¹¹. Cette approche cumulative de cas n'a pas vocation à proposer une comparaison point par point des territoires. Elle vise plutôt à rendre compte de la pluralité des manières dont l'accueil se dessine dans le monde contemporain, en mettant en lumière aussi bien les spécificités locales que les dynamiques communes de ces territoires et ce, dans un contexte où la sécurisation et la criminalisation croissante des politiques d'immigration (Slama, dans ce dossier) se sont accompagnées, de la part des États centraux comme des institutions supranationales, de politiques de répartition des populations exilées.

De la dispersion des exilé-e-s à la redynamisation des territoires d'accueil : des politiques de peuplement

Si les politiques de répartition des exilé-e-s peuvent faire écho à une volonté de mise à l'abri et répondre à des logiques humanitaires (Bouagga, dans ce dossier), ces dernières visent avant tout un double objectif : la dispersion et l'invisibilisation des exilé-e-s mais aussi la redynamisation de territoires confrontés à des enjeux économiques et démographiques majeurs. Parce qu'elles s'inscrivent sur le temps long, l'ensemble de ces politiques de répartition — le plus souvent pilotées par les États nationaux, mais faisant intervenir une myriade d'acteur-ric-e-s locaux-ales public-que-s comme privé-e-s — sont à considérer comme des politiques de peuplement (Desage *et al.*, 2014). Ces politiques de peuplement se distinguent notamment par leur degré de contrainte : « élective » puis « coercitive » lors du démantèlement de la « jungle » de Calais (Bouagga, dans ce dossier), mais aussi plus discrète, indirecte et de nature incitative, avec la mise en place de dispositifs visant la pérennisation de l'installation des exilé-e-s via l'accès au marché du travail, l'apprentissage de la langue ou l'octroi de logements dédiés aux familles (Dauphin et Veronis ; Deschamps *et al.*, dans ce dossier).

Une répartition multiscalaire du fardeau

Souvent légitimées par les États au nom de la « solidarité » entre territoires, les politiques de dispersion des demandeur-euse-s d'asile et des réfugié-e-s ont pour principal dessein le « partage du fardeau » (Boswell, 2003) et la répartition des « coûts » dans l'accueil des exilé-e-s (Berthomière *et al.*, dans ce dossier). Ces politiques de répartition territoriale sont généralement multiscales, au sens où elles articulent différentes échelles territoriales (Arfaoui, dans ce dossier).

11 Selon Anyck Dauphin et Luisa Veronis (dans ce dossier), une ville de taille moyenne au Canada a une population comprise entre 500 000 et 1 million d'habitants. En France, l'INSEE définit précisément les termes de « petite ville » et de « ville moyenne » en fonction de la démographie, respectivement entre 2 000 et 20 000 habitant-e-s, et entre 20 000 et 100 000 habitant-e-s. Aux Pays-Bas, une ville moyenne ne dépasse pas le seuil des 50 000 habitant-e-s (Meier, 2018). En Belgique, c'est l'histoire de la localité ou des formes de reconnaissance politique et économique qui permet la qualification de ville ; cette dernière n'étant donc pas liée à des seuils démographiques (Manço, 2012). Outre ces différences nationales, il ne faut pas non plus négliger les désaccords (y compris internes) qui peuvent exister entre les chercheur-se-s et les acteur-ric-e-s politiques et sociaux-ales (Bonifacio et Drolet, 2016).

Premièrement, à l'échelle internationale, il s'agit de répartir l'examen des demandes d'asile comme le nombre de réfugié-e-s réinstallé-e-s entre pays. Cette répartition peut prendre plusieurs formes. Elle est incarnée au sein de l'Union européenne par le règlement de Dublin (2013) et fait l'objet de fortes tensions entre les États membres qui s'opposent sur les modalités de répartition des populations¹². Dans le cas nord-américain, l'Entente sur les tiers pays sûrs, elle aussi débattue¹³, précise que les demandes d'asile faites à partir d'un point d'entrée terrestre en provenance des États-Unis sont irrecevables au Canada, obligeant les États-Unis à traiter les demandes d'asile de celles et ceux qui sont passé-e-s par son territoire¹⁴.

La répartition des exilé-e-s, comme instrument de régulation des migrations internationales ayant pour but la mise à distance spatiale de ces populations, s'illustre aussi par la multiplication des centres qui leur sont destinés. Ces centres concernent les exilé-e-s aussi bien *avant* qu'elles ou ils puissent formuler une demande d'asile — comme en Australie avec les camps extraterritoriaux sur des îles du Pacifique (McAdam, 2013) ou en Europe avec les *hotspots* sur les îles méditerranéennes (Tazzioli et Garelli, 2020) — qu'*après* leur arrivée (lieux de rétention, aussi dits d'accueil et d'intégration). Ils consistent bien en des formes « d'encampement du monde » (Agier, 2014). En adoptant des règles de vie semblables à des centres de détention, ces espaces restreignent de fait les mobilités des exilé-e-s¹⁵ (Bouagga et Barré, 2017 ; Schmoll, 2020).

Deuxièmement, au sein de chaque pays, il s'agit de s'assurer d'une répartition jugée plus « équitable » entre régions. Initiée en Allemagne au milieu des années 1970, les politiques de dispersion territoriale des demandeur-euse-s d'asile se sont multipliées au sein des pays européens et ce, quel que soit le nombre d'exilé-e-s accueilli-e-s (Boswell, 2003). Ainsi, en France, si le dispositif national d'accueil (DNA) des demandeur-euse-s d'asile a été institutionnalisé en 2015, ce dernier a été mis en place pour favoriser la dispersion des exilé-e-s sur l'ensemble du territoire national dès les années 1970 (Kobelinsky, 2010) avec une « procédure de régionalisation de l'asile » s'amplifiant à partir des années 1990 et 2000 (Berthomière *et al.*, dans ce dossier). Ce sont plus particulièrement au cours des dix dernières années que les petits milieux d'immigration sont

12 Ce règlement stipule que l'État devant examiner la demande d'asile est le premier pays de l'Union européenne dans lequel le-la demandeur-euse d'asile a donné ses données biométriques.

13 Le Canada a été un ardent défenseur de cet accord compte tenu du fait qu'il y a largement plus de demandeur-euse-s d'asile en provenance des États-Unis que l'inverse. L'accord n'a été acté qu'après le 11 septembre 2001, une fois que le Canada a consenti, en échange, à des mesures renforcées de protection des frontières et de partage d'informations avec les États-Unis (Macklin, 2003).

14 La Cour fédérale canadienne a statué en 2020 que le renvoi de demandeur-euse-s d'asile aux États-Unis viole la Charte canadienne des droits et libertés et en conclut que les États-Unis ne peuvent être considérés comme un pays « sûr ». Le gouvernement canadien a cependant fait appel de cette décision.

15 Quelle que soit la suite des parcours des exilé-e-s, c'est-à-dire le déplacement vers d'autres lieux ou l'expulsion pour ceux-celles qui ont été débouté-e-s du droit d'asile et/ou qui se trouvent en situation irrégulière.

devenus les cibles prioritaires de la répartition des exilé-e-s en France¹⁶. Bien que ces nouvelles installations aient pu avoir lieu à la suite de propositions de municipalités enthousiastes pour qu'un bâtiment vacant soit transformé en centre d'accueil (Berthomière *et al.*, dans ce dossier), elles sont le plus souvent imposées par les préfetures et dictées par un impératif d'éloignement. En ne prenant pas en considération les acteur-ric-e-s locaux-ales de la migration ni les spécificités territoriales (Arfaoui ; Bouagga, dans ce dossier), ces réquisitions ont parfois provoqué de fortes tensions avec les élu-e-s et les populations locales (Berthomière *et al.* ; Deschamps *et al.*, dans ce dossier).

En Italie, des politiques de redistribution territoriale ont également été mises en place depuis le début des années 2010. Piloté par les préfetures et le ministère de l'Intérieur, le système d'accueil public reçoit la très grande majorité des demandeur-euse-s d'asile (Ristic, dans ce dossier). Mais en parallèle à ce système, et afin d'augmenter les capacités d'accueil, l'État italien a mis en place (et finance) un autre programme d'accueil des réfugié-e-s et demandeur-euse-s d'asile (*Sistema di Accoglienza e Integrazione*, depuis octobre 2020) dont la gestion revient aux communes. Or, parmi les municipalités volontaires faisant partie de ce réseau national de villes, plus de la moitié d'entre elles sont des communes de moins de 5 000 habitants, dont Riace (Patuzzi *et al.*, 2020).

Au Royaume-Uni, le système d'accueil est centralisé, mais le ministère de l'Intérieur sous-traite la dispersion des places d'hébergement pour les demandeur-euse-s d'asile à des prestataires de service privés. Ce système est critiqué par plusieurs collectivités locales qui, non seulement regrettent leur mise à l'écart du processus de prise de décision, mais soulignent aussi la mauvaise répartition territoriale des logements et leur piètre qualité. Ces tensions sont d'autant plus vives que ce schéma contraste avec celui de la réinstallation des réfugié-e-s, pour lequel les gouvernements locaux ont des responsabilités directes en termes d'accueil (Broadhead, 2020).

Ainsi, au sein de chaque ensemble régional, l'objectif est souvent de résorber le déséquilibre entre les métropoles et le reste du territoire. C'est notamment le cas du Canada et du Québec où les politiques de répartition de l'immigration ont, depuis les années 1980, cherché à installer les réfugié-e-s sélectionné-e-s à l'étranger¹⁷ hors des grandes villes, où résident l'écrasante majorité des populations migrantes (Simard, 1996). Comme l'expliquent Anyck Dauphin et Luisa Veronis dans ce dossier, la réinstallation des réfugié-e-s repose principalement sur un double système de parrainage : les réfugié-e-s parrainé-e-s par l'État, préalablement identifié-e-s par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les réfugié-e-s parrainé-e-s par le secteur privé (groupes d'individus, églises, mosquées, etc.). Alors que les réfugié-e-s parrainé-e-s par

16 La répartition territoriale des exilé-e-s de Calais en 2015-2016 ne s'est pas faite exclusivement hors des métropoles. Certain-e-s d'entre eux-elles ont été envoyé-e-s vers de plus grandes villes (Slama, dans ce dossier). Cependant, la recherche des places d'hébergement a conduit le gouvernement français à diversifier les territoires de destination, notamment en intégrant de nombreuses très petites villes comme des zones rurales à sa politique.

17 Et non les demandeur-euse-s d'asile. Contrairement aux pays européens, le Canada traite peu de demandes d'asile même si ces dernières ont significativement augmenté durant la présidence Trump.

le secteur privé s'installent dans la même ville que leurs parrains, la mobilité des réfugié·e·s parrainé·e·s par l'État est plus restreinte puisqu'ils-elles sont réinstallé·e·s dans des localités identifiées par l'État¹⁸.

Ce faisant, alors que l'accueil des exilé·e·s dans des zones moins densément peuplées peut être considéré comme un instrument de contrôle des populations (Gardesse, dans ce dossier) ces politiques s'inscrivent aussi dans une tendance plus générale de tentatives de maîtrise des métropoles urbaines, toujours plus denses et immenses à travers le monde (Brueckner, 2000 ; Habibi et Asadi, 2011).

Une opportunité de développement économique et démographique

Les politiques dites de régionalisation (Canada), de dispersion (France, Royaume-Uni), de redistribution territoriale (Italie), voire de dé-métropolisation (Québec), font aussi écho à des politiques de développement économique et de peuplement entreprises par des territoires confrontés au déclin et au vieillissement démographique, en perte de vitesse économique ou en manque de main-d'œuvre¹⁹. Au Canada et au Québec, ces politiques ont d'abord visé les réfugié·e·s étant donné la possibilité accrue de contrôler leur mobilité, puis elles se sont étendues aux autres catégories d'immigrant·e·s (Simard, 1996). Si ces politiques relèvent d'une vision instrumentale de l'immigration et d'une forme d'utilitarisme (Arfoui, dans ce dossier), elles n'excluent pas non plus des idéaux et des pratiques de solidarité (Bouagga ; Martin, dans ce dossier).

C'est ainsi qu'Anyck Dauphin et Luisa Veronis montrent qu'au Québec, si la vitalité économique peut faire défaut dans les villes petites et moyennes, les acteur·rice·s locaux·ales mettent en avant que les conditions d'accueil peuvent être bénéfiques aux exilé·e·s (environnement plus sécurisé, interactions avec des habitant·e·s facilitant l'intégration, flexibilité et capacité d'innovation des associations en charge de l'accueil et de l'intégration, etc.). Plusieurs recherches ont en effet souligné l'existence d'efforts délibérés d'acteur·rice·s et le développement de stratégies d'attraction de populations exilées dans des territoires connaissant des difficultés démographiques et économiques dans les territoires ruraux les moins peuplés d'Europe ou d'Amérique du Nord (Bonifacio et Drolet, 2016 ; Schmid-Scott *et al.*, dans ce dossier).

Traditionnellement, ces politiques « de l'offre » sont réservées à des populations migrantes considérées comme « désirables » (Agier, 2014). L'ouverture des centres d'accueil et d'orientation (CAO) en France, à l'issue de l'évacuation de la « jungle » de Calais fin 2016, a néanmoins rappelé que les notions de « désirabilité » et d'« (in)désirabilité » évoluent au cours du temps²⁰. Si des mouvements de refus d'accueil ont pu exister dans plusieurs villes et villages de France

18 Au Québec, le gouvernement provincial a désigné treize villes d'accueil, dont Gatineau, ville analysée par Anyck Dauphin et Luisa Veronis dans ce dossier.

19 Et ce malgré les difficultés de mobilité et d'emploi pouvant être rencontrées par les exilé·e·s dans ces territoires (Tardis, 2019).

20 La pandémie de Covid-19 a pu également conduire à un changement de représentations dans la « désirabilité » des exilé·e·s en montrant leur rôle essentiel dans l'approvisionnement alimentaire, aussi bien que dans le secteur de la santé et de l'aide aux personnes (Triandafyllidou et Nalbandian, 2020).

(Tardis, 2019), plusieurs articles de ce dossier thématique (Arfaoui ; Berthomière *et al.* ; Gardesse ; Martin ; Ristic) montrent que cette répartition régionale peut constituer une opportunité très forte pour des acteur·rice·s locaux·ales visant le maintien de certains services publics (écoles, transports, etc.), la perception de loyers pour du bâti vacant ou encore des opportunités de revitalisation économique. En Italie notamment, l'installation de centres d'accueil temporaires dans le Sud, appuyé sur le recyclage d'infrastructures délaissées, a constitué une « économie de l'accueil » conséquente en termes d'emplois, ou de maintien de services publics (Schmoll, 2020 ; Ristic, dans ce dossier). Pensées comme des outils de revitalisation, de telles politiques de peuplement peuvent être prises par les acteur·rice·s locaux·ales au point de susciter des formes de compétition pour attirer ces populations (Ristic, dans ce dossier).

Quelles spécificités de l'accueil et de l'intégration dans les petits milieux d'immigration ?

Au-delà d'une meilleure compréhension des contours nationaux de l'asile et de la réinstallation des réfugié·e·s et de leur appropriation (ou non) par les acteur·rice·s locaux·ales, ce dossier thématique contribue aussi à alimenter les réflexions sur les spécificités de l'accueil et de l'intégration dans les petits milieux d'immigration. Les articles renseignent en premier lieu sur le profil de celles et ceux qui accueillent. D'une part, ils proposent une analyse renouvelée du militantisme local pro-migrant alors que celui-ci est généralement compris comme urbain (comme dans Monforte et Dufour, 2011). D'autre part, ces contributions soulignent la proximité inédite entre des acteur·rice·s aux parcours militants et professionnels souvent très éloignés. Cet accueil ne se fait pas sans rivalités. En plus des conflits entre les différents échelons de gouvernements engendrés par les politiques de peuplement, les articles mettent bien en exergue des concurrences moins connues qui opposent bénévoles et « professionnel·le·s » de l'accueil. Enfin, les articles réunis ici offrent un regard renouvelé sur l'expérience des multiples temporalités qui se rencontrent (et se confrontent) pour celles et ceux qui accueillent, mais aussi pour les exilé·e·s. *Last but not least*, plusieurs articles offrent un espace pour entendre les voix de ces populations exilées raconter de l'intérieur ces politiques de dispersion. Trop souvent réduites à silence, ces voix permettent d'appréhender les effets de ces pratiques de contrôle, mais donnent aussi à voir les mécanismes de résistance à l'œuvre développés par les exilé·e·s.

Sociologie des militant·e·s dans les petits milieux d'immigration

Les articles réunis ici poursuivent les réflexions existantes sur le rôle des organisations (association de défense des droits des étranger·ère·s, réseaux de soutien, collectifs militants, syndicats, etc.) comme des bénévoles dans la prise en charge des « sans-papiers » ou des « demandeur·euse·s d'asile » (entre autres Siméant, 1998 ; Valluy, 2008). Si les auteur·e·s du dossier alimentent la sociologie des militant·e·s de la cause des exilé·e·s en faisant ressortir de manière relativement classique la place des Églises ainsi que des mouvements de gauche et d'extrême gauche dans le soutien à ces populations (Pette et Eloire, 2016), l'originalité de leurs textes réside dans la mise en exergue de l'implication d'habitant·e·s ayant

« découvert » la question migratoire à l'occasion de l'installation d'un centre d'hébergement dans leur petite ville ou leur village (Berthomière *et al.*, dans ce dossier). Ces « novices » de l'accueil s'engagent alors aux côtés de bénévoles qui sont familier·ère·s de la cause des étranger·ère·s depuis plusieurs décennies. En Auvergne, des militant·e·s anarchistes militent aux côtés de retraité·e·s néoruraux·ales (Arfaoui, dans ce dossier). Dans les Cévennes, des bénévoles de l'Église réformée, notamment des enseignantes à la retraite, côtoient des militant·e·s de mouvance d'extrême gauche (Martin, dans ce dossier). Cette tendance n'est pas spécifique à la France. Outre-Manche et outre-Atlantique, la disponibilité des retraité·e·s joue un rôle central dans le fonctionnement des espaces ruraux sanctuaires (Schmid-Scott *et al.*, dans ce dossier) comme des collectifs de soutien auprès des réfugié·e·s syrien·ne·s (Dauphin et Veronis, dans ce dossier). La proximité géographique, lorsqu'elle est associée à une volonté d'accueil, faciliterait l'implication des habitant·e·s au sein de collectifs de soutien, et ce, en dépit de la diversité de leurs profils sociologiques et de leurs orientations politiques. Ces dynamiques d'accueil s'accompagnent néanmoins de logiques fortes de concurrence entre ces mêmes acteur·rice·s.

Concurrences entre acteur·rice·s de l'accueil

Au-delà de la sociologie des militant·e·s, les articles s'intéressent au rôle concret de l'ensemble des acteur·rice·s impliqué·e·s dans l'accueil des exilé·e·s (associations gestionnaires, travailleur·euse·s sociaux·ales, bénévoles, élu·e·s locaux·ales et nationaux·ales, fonctionnaires municipaux·ales ou agent·e·s des institutions de l'État déconcentré, bailleur·euse·s sociaux·ales, bénéficiaires, etc.). En identifiant la diversité de leurs intérêts comme de leurs positionnements sur l'accueil, les contributions réunies ici analysent les coopérations, mais aussi les rivalités entre acteur·rice·s. C'est notamment le cas de collectifs militants souvent en concurrence voire en conflit avec les associations gestionnaires qu'ils jugent trop « rigoristes » dans la prise en charge des mineur·e·s isolé·e·s et pas assez critiques de la politique nationale d'immigration (Martin, dans ce dossier). L'impact des différentes catégories administratives (par exemple demandeur·euse·s d'asile, réfugié·e·s, débouté·e·s) sur les différentes formes de prise en charge des exilé·e·s cristallise plusieurs débats. Impliqué·e·s dans ces rivalités, des bénévoles en viennent à remettre en question les conditions de l'accueil et son articulation avec la règle de droit. Daniela Ristic analyse ainsi comment des formes de désobéissances civiles sont nées dans le Limousin et en Calabre au nom d'un accueil inconditionnel s'opposant à des politiques de contrôle des exilé·e·s mises en place par des États nationaux. À l'inverse, quand les travailleur·euse·s sociaux·ales ou les municipalités revendiquent être responsables de l'accueil, ces acteur·rice·s déplorent souvent la non-prise en compte du contexte dans lequel ils-elles travaillent et désapprouvent les actions de bénévoles qu'ils-elles perçoivent comme étant trop « revendicatifs » ou trop « amateurs », pouvant les gêner dans leur prise en charge des exilé·e·s (Gardesse, dans ce dossier). Ces confrontations entre bénévoles et professionnel·le·s prennent d'autant plus d'ampleur qu'elles se déroulent dans un espace où les interconnexions sociales sont moins anonymes que dans les grandes villes (Berthomière *et al.*, dans ce dossier).

Multiplicité des temporalités de l'accueil

Les articles réunis ici permettent aussi de mieux comprendre les multiples temporalités vécues par les populations exilées et par les acteur·rice·s de l'accueil : temporalité de l'urgence, qui permet d'associer de manière circonscrite des acteur·rice·s inhabituel·le·s comme ce fut le cas pour l'évacuation de Calais (Bouagga, dans ce dossier), temporalité de procédures administratives qui ne cesse de s'allonger et qui accroît la vulnérabilité des exilé·e·s (Deschamps *et al.*, dans ce dossier), temporalité de l'asile marquée par l'incertitude constante, l'ennui et le désœuvrement sans réelle possibilité de travailler en France, ou encore temporalité de l'action des travailleur·euse·s sociaux·ales dont le sentiment d'impuissance est très fort tant elles et ils sont pris·es entre procédures, contraintes et reconfiguration du travail social (Berthomière *et al.*, dans ce dossier).

Face à ces temporalités imposées, les acteur·rice·s tentent toutefois de résister et de s'adapter. C'est notamment le cas d'aidant·e·s qui tentent de promouvoir une « temporalité contestataire » de l'accueil à rebours de la « temporalité imposée » par l'État, mais n'empêchant pas toutefois des processus d'épuisement (Arfaoui ; Berthomière *et al.*, dans ce dossier). Dans la même perspective, donner l'opportunité d'un emploi (comme le travail proposé aux hébergé·e·s de Riace, voir Ristic, dans ce dossier) permet de ne pas laisser les exilé·e·s en seule position d'attente et donc de dépendance totale par rapport à l'État, en facilitant leurs échanges avec des habitant·e·s et d'autres exilé·e·s et leur offrant de nouvelles capacités pour agir sur leur parcours migratoire. C'est aussi le cas de l'apprentissage de la langue. Au Québec et au Canada, des bénévoles se sont mobilisé·e·s pour pallier les insuffisances de l'État en offrant directement des cours de français à domicile (Dauphin et Veronis, dans ce dossier). Saisir ces différentes temporalités permet ainsi de mieux mettre en lumière les contradictions et les tensions qui structurent l'accueil des exilé·e·s des petits milieux d'immigration, notamment autour des difficultés particulières engendrées par le manque de transports en commun, la distance des services publics et des commerces, ou encore l'éloignement d'autres réseaux sociaux, ethniques et religieux.

Entendre la voix des exilé·e·s pour saisir leur vécu

Ce dossier thématique permet enfin de mieux comprendre comment les bénéficiaires de ces politiques publiques — qui sont plus souvent « parlé·e·s » qu'ils-elles ne parlent — vivent cet accueil, offrant alors la possibilité de s'interroger sur les effets de ces politiques de répartition sur les exilé·e·s. Ainsi, plusieurs articles font le récit des parcours de migrations des personnes accueillies dans ces petits milieux d'immigration. L'article de Catherine Deschamps, Laetitia Overney, Jean-François Laé et Bruno Proth retrace des parcours contrastés loin des grands centres urbains. Pour analyser le ressenti des exilé·e·s face à leurs nouvelles vies, les auteur·e·s soulignent notamment les rôles joués par le caractère familial ou non de la migration ainsi que par les imaginaires initiaux sur le pays d'immigration. Anyck Dauphin et Luisa Veronis relatent par exemple la déception de certain·e·s exilé·e·s qui se voient contraint·e·s d'apprendre le français au Québec alors même que leur installation rimait plutôt avec l'anglais, langue associée à la réussite et à l'ascension sociale. Daniela Ristic revient en

détail sur les premières impressions des exilé·e·s à leur descente des bus venus de Calais. Les exilé·e·s insistent alors sur l'exclusion et les difficultés vécues — l'absence d'autres étranger·ère·s dans la commune, l'absence de personnes parlant la même langue, les moyens de transport limités, la volonté de vivre en ville — ce qui illustre bien comment ces politiques de répartition peuvent entrer en contradiction avec les parcours migratoires imaginés et constamment redéfinis par les exilé·e·s (Schmoll, 2020). Cet isolement vécu également dans le pays d'Ambert (Arfaoui, dans ce dossier), en Dordogne (Deschamps *et al.*, dans ce dossier) ou dans les petits territoires étudiés par Camille Gardesse met fortement à contribution les travailleur·euse·s sociaux·ales et les bénévoles. Si les exilé·e·s soulignent fréquemment comment une installation plus « apaisée » peut prendre forme au sein de territoires plus éloignés de la pression policière et de la violence des camps urbains, l'absence de transports en commun et les solutions souvent bricolées (notamment le recours à leur propre véhicule individuel) proposées par les travailleur·euse·s sociaux·ales et les bénévoles reviennent à plusieurs reprises dans les descriptions des différents territoires étudiés et sont présentés comme un frein à l'intégration des exilé·e·s et un risque d'épuisement des aidant·e·s de ces petits milieux. Finalement, ces articles dévoilent aussi les capacités de résistance et de résilience des exilé·e·s face à ces politiques de dispersion. Si certain·e·s refusent de monter dans les bus à Calais (Bouagga, dans ce dossier), d'autres acceptent cette mise à l'écart uniquement pour le temps de la procédure, estimant alors avoir plus de chances de régulariser leur séjour en « jouant le jeu » des autorités, tout en pensant rejoindre de grands centres urbains par la suite. Surtout, ces exilé·e·s agissent sur leur quotidien de l'attente, comme le démontrent plusieurs parcours de vie rapportés dans ce dossier (Deschamps *et al.* ; Ristic), en revendiquant certains droits (notamment de travail pour les demandeur·euse·s d'asile) sur leur lieu d'installation.

Présentation des articles

Le dossier thématique a été pensé en trois temps. Dans un premier temps, il s'attache à mettre en perspective les politiques de dispersion des populations exilées. L'article de Yasmine Bouagga est consacré à la création des dispositifs d'accueil que sont les CAO, en partant d'une observation ethnographique de l'évacuation de la « jungle » de Calais. Cette recherche met en exergue comment l'action publique à destination des exilé·e·s en France s'est dessinée dans l'urgence, tiraillée entre une dimension sécuritaire et une dimension humanitaire.

Ce panorama de la dispersion en France se poursuit avec le travail de William Berthomière, Julie Fromentin, David Lessault, Bénédicte Michalon et Sarah Przybyl qui font état du progressif maillage territorial de l'hébergement des demandeur·euse·s d'asile, réfugié·e·s et « dubliné·e·s » en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. Ils·elles montrent que, si l'État central a progressivement travaillé à un « partage » de cette migration « indésirable », il n'a pas pris en considération les enjeux de mobilité, d'accessibilité des services publics ou des capacités d'accueil locales.

Les articles de Camille Gardesse et Rafik Arfaoui se concentrent sur l'accueil des exilé·e·s dans des territoires caractérisés par des défis démographiques et économiques majeurs. En analysant les logiques d'action des élu·e·s locaux·ales et des bailleur·euse·s sociaux·ales, Camille Gardesse souligne que les acteur·rice·s institutionnel·le·s locaux·ales adoptent un discours favorable à de nouvelles installations d'exilé·e·s tout en conservant une rhétorique classique sur la nécessité de demeurer discret, voire de s'assurer de l'invisibilité des exilé·e·s dans l'espace urbain. Ainsi, ce travail dans les petites villes et les villes moyennes révèle comment les logiques d'implantation des lieux d'hébergement et d'accueil des populations exilées répondent aux injonctions classiques des politiques urbaines, en l'occurrence une volonté de « mixité », et s'appuient sur des représentations ethnicisantes des populations.

Rafik Arfaoui s'intéresse quant à lui à la mise en place d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) qualifié de « diffus » dans le territoire ambertoïse, les bailleur·euse·s sociaux·ales ayant privilégié une installation des exilé·e·s dans plusieurs logements pour lutter contre la vacance immobilière. Le portrait des habitant·e·s soutenant les demandeur·euse·s d'asile met en évidence les enjeux du « devoir de l'accueil » ainsi que la volonté des habitant·e·s les plus militant·e·s pour construire des espaces partagés entre accueilli·e·s et accueillant·e·s. En confrontant les temporalités des différents acteur·rice·s, l'auteur s'interroge sur la pérennité de cette mobilisation et, contrairement à l'analyse de Schmid-Scott *et al.* (dans ce dossier) au Royaume-Uni, il se montre plus pessimiste sur les capacités d'accueil sur le temps long au sein de ces territoires.

Dans un deuxième temps, les articles se concentrent sur les acteur·rice·s au quotidien de l'accueil. Les bénévoles engagé·e·s dans le soutien aux réfugié·e·s sont au cœur de l'article d'Amanda Schmid-Scott, Emma Marshall, Nick Gill et Jen Bagelman. En mobilisant une méthodologie participative, associant des activistes pro-réfugié·e·s, ces auteur·e·s s'intéressent aux capacités d'accueil de territoires ruraux se voulant des territoires « sanctuaires » et dressent une typologie de ce militantisme rural, caractérisé par une moindre spécialisation de l'accompagnement offert aux réfugié·e·s, par la centralisation de l'aide en un même lieu, par un soutien plus long et plus constant de la part des bénévoles et par des relations sociales ralliant des individus aux parcours et trajectoires plus diversifiés que dans les grands centres urbains. Les auteur·e·s font alors l'hypothèse que l'accueil sanctuaire en milieu rural, caractérisé par des engagements stables et durables de la part des militant·e·s locaux·ales, pourrait offrir une aide mieux structurée et plus pérenne pour l'accueil des futur·e·s réfugié·e·s.

Élise Martin analyse quant à elle les modalités d'accueil dans des villages cévenols, caractérisés par une longue tradition d'hospitalité, et désormais construite autour des paroisses protestantes et de militant·e·s de gauche et d'extrême gauche engagé·e·s auprès des exilé·e·s. L'auteure montre comment ces acteur·rice·s défendent un accueil inconditionnel, une position facilitée dans le contexte de nombreux logements vacants. Là encore, cette recherche interroge la pérennité de cet accueil en soulignant comment ces lieux sont des espaces de « répit » pour les exilé·e·s, avant que ces dernier·ère·s ne rejoignent d'autres centres urbains plus connectés, pourvoyeurs d'emplois et facilitant les relations communautaires.

Enfin, les trois derniers articles interrogent les effets des politiques de répartition sur les exilé·e·s, leur parcours de migration et leur vécu et permettent de recentrer les expériences des exilé·e·s au sein de dynamiques de contrôle et de peuplement. Annyck Dauphin et Luisa Veronis s'intéressent à la réinstallation des réfugié·e·s syrien·ne·s à Gatineau (Québec), ville située juste à côté de la ville d'Ottawa en Ontario, où prédomine la langue anglaise, et qui est aussi la capitale nationale du Canada. À travers une enquête participative, ces auteures s'interrogent sur l'impact du type parrainage (privé ou étatique) et montrent que le profil initial des populations accueillies, couplé aux conditions d'accueil à Gatineau, est un facteur déterminant de leurs capacités d'intégration. Ainsi, les réfugié·e·s syrien·ne·s parrainé·e·s par l'État (et les femmes en particulier) ont rencontré des difficultés bien plus importantes que les réfugié·e·s syrien·ne·s parrainé·e·s par le secteur privé qui ont bénéficié d'un accompagnement plus soutenu. Ce texte invite donc à affiner le regard pour saisir la pluralité des parcours antérieurs à la réinstallation et rappelle l'importance de sortir d'une vision monolithique qui nie le caractère unique des expériences de chaque exilé·e.

L'article de Catherine Deschamps, Laetitia Overney, Jean-François Laé et Bruno Proth s'intéresse quant à lui aux premiers temps de l'exil et à ces hommes et ces femmes qui quittent les lieux précaires des camps parisiens et du Calais et découvrent de nouveaux territoires d'installation. En analysant le vécu de ces exilé·e·s dans trois « types » d'hébergement, les auteur·e·s relèvent l'importance du tissu associatif et de la volonté d'accueil des habitant·e·s. Sans ces habitant·e·s-aidant·e·s, l'installation est rendue impossible en raison des difficultés de transports et d'accès aux services publics. En tout état de cause, les auteur·e·s insistent sur ce qui leur apparaît comme la principale difficulté à une installation apaisée et intégratrice, à savoir l'absence de droit au travail. Cette interdiction met en lumière, une fois encore, une temporalité de l'asile marquée par des incertitudes récurrentes qui rend les populations plus vulnérables.

Enfin, la perspective offerte par Daniela Ristic est double puisque celle-ci présente le parcours d'exilé·e·s arrivant dans deux territoires ruraux, le Limousin en France et la Calabre, notamment avec le cas médiatisé de Riace, en Italie. En donnant la parole aux exilé·e·s, l'auteure propose une analyse des « solidarités innovantes » et des pratiques « désobéissantes » en faveur des populations exilées dans des territoires confrontés à des enjeux de requalification.

Ces articles de recherche sont complétés par une chronique juridique de Serge Slama sur la reconfiguration du dispositif national d'accueil (DNA) en France, et notamment sa déconcentration territoriale. L'article dévoile ainsi comment, depuis la réforme de l'asile en 2015, la stratégie étatique vis-à-vis des demandeur·euse·s d'asile s'est traduite par une augmentation du nombre de places d'hébergement, mais aussi par leur régionalisation (conduite par les préfets de Région et des délégations territoriales de l'OFII) et leur dispersion sur l'ensemble du territoire. Or, ces dynamiques de déconcentration du dispositif révèlent tout d'abord la multiplication des structures : CAO, CAES (centres d'examen des situations), centres municipaux face au CADA, initialement prévu comme le principal dispositif du système national d'asile. Surtout, face à l'émergence de nouvelles catégories administratives, comme les « dublinés » et les « déboutés », l'État multiplie les centres fermés visant à détenir les populations avant de les expulser. Ces réformes successives du droit d'asile démontrent

comment les moyens de protection offerts se réduisent au fil des années et à quel point la recherche du « faux » demandeur d'asile constitue l'un des axes centraux de la politique d'immigration et d'asile.

Enfin, la chronique photographique a été réalisée par William Berthomière, Céline Gaille et Christophe Imbert. Intitulée « “Par pur par hasard” : ancrages et destins croisés de nouveaux habitants (Ariège 2017-2019) », ce travail offre un regard sur ces nouveaux·elles habitant·e·s en Ariège. Ils·elles partagent une trajectoire marquée par des mobilités internationales volontaires ou subies. La diversité de leur parcours s'illustre par des attachements aux lieux et des investissements militants pluriels, notamment en faveur de celles et ceux qui sont installé·e·s en Ariège à la suite d'un exil subi.

Références bibliographiques

Agier Michel (Dir.) (2014) *Un monde de camps*, Paris, La Découverte.

Akoka Karen (2020) *L'asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Paris, La Découverte.

Alexander Michael (2003) Local Policies Toward Migrants as an Expression of Host-Stranger Relations: A Proposed Typology, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 29 (3), pp. 411-430.

Ambrosini Maurizio (2013) We Are Against a Multi-Ethnic Society: Policies of Exclusion at the Urban Level in Italy. *Ethnic and Racial Studies*, 36 (1), pp. 136-155.

Barou Jacques, Maguer Annie, Foroni Fabrice et Rémy Aude (2009) Histoire de l'immigration en Auvergne, *Hommes & migrations*, 1278, [en ligne]. URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/247>

Basok Tanya (2004) Post-National Citizenship, Social Exclusion and Migrants Rights: Mexican Seasonal Workers in Canada, *Citizenship Studies*, 8 (1), pp. 47-64.

Bazurli Raffaele (2019) Local Governments and Social Movements in the “Refugee Crisis”: Milan and Barcelona as “Cities of Welcome”, *South European Society and Politics*, 24 (3), pp. 343-370.

Belkhodja Chedly et Vatz Laaroussi Michèle (Dirs.) (2012) *Immigration hors des grands centres : Enjeux, politiques et pratiques dans cinq États fédéraux*, Paris, L'Harmattan.

Bell David and Jayne Mark (2009) Small Cities? Towards a Research Agenda, *International Journal of Urban and Regional Research*, 33 (3), pp. 683-699.

Bock Joseph (2018) Migrants in the Mountains: Shifting Borders and Contested Crisis Experiences in Rural Germany, *Sociology*, 52 (3), pp. 569-586.

Bonifacio Glenda and Drolet Julie (Eds.) (2016) *Canadian Perspectives on Immigration in Small Cities*, Cham, Springer International Publishing.

Bontemps Véronique, Makaremi Chowra et Mazouz Sarah (Dirs.) (2018) *Entre accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants*, Lyon, Le Passager Clandestin.

Boswell Christopher (2003) Burden-Sharing in the European Union: Lessons From the German and UK Experience, *Journal of Refugee Studies*, 16 (3), pp. 316-335.

Bouagga Yasmine (Dir.) et **Barré Céline** (Collab.) (2017) *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*, Neuvy-en-Champagne, Le Passager Clandestin.

Broadhead Jacqueline (2020) Building Inclusive Cities: Reflections From a Knowledge Exchange on the Inclusion of Newcomers by UK Local Authorities, *Comparative Migration Studies*, 8 (14), [online]. URL: <https://comparativemigrationstudies.springeropen.com/articles/10.1186/s40878-020-0172-0>

Brueckner Jan K. (2000) Urban Sprawl, *International Regional Science Review*, 23 (2), pp. 160-171.

Caponio Tiziana (2017) Immigrant Integration Beyond National Policies? Italian Cities' Participation in European City Networks, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (12), pp. 1-17.

Caponio Tiziana and Borkert Maren (Eds.) (2010) *The Local Dimension of Migration Policymaking*, Amsterdam, Amsterdam University Press.

Caponio Tiziana, Scholten Peter et Zapata Barrero Ramon (2017) Théorisation du « virage local » dans un cadre d'analyse fondé sur la gouvernance à niveaux multiples. Étude de cas axée sur les politiques concernant les immigrants, *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 83 (2), pp. 245-250.

Cordier-Montvenoux Camille (2015) Un accueil méfiant : les étrangers dans le Puy-de-Dôme au début du XXe siècle (1900-1940), *Migrance*, 45-46, pp. 135-148.

Cremaschi Marco, Albanese Flavia and Artero Maurizio (2020) Migrants and Refugees: Bottom-Up and DIY Spaces in Italy, *Urban Planning*, 5 (3), pp. 189-199, [online]. URL: <https://www.cogitatiopress.com/urbanplanning/article/view/2921>

Cvetkovic Anita (2009) The Integration of Immigrants in Northern Sweden: A Case Study of the Municipality of Strömsund, *International Migration*, 47 (1), pp. 101-131.

Dahdah Assaf, Audren Gwenaëlle et Bouillon Florence (2018) La ville (in)hospita-lière : parcours scolaire et résidentiel d'une famille syrienne à Marseille, *Espaces et société*, 172-173, pp. 73-91.

Dahinden Janine (2009) Are we all Transnationals Now? Network Transnationalism and Transnational Subjectivity: The Differing Impacts of Globalization on the Inhabitants of a Small Swiss City, *Ethnic and Racial Studies*, 32 (8), pp. 1365-1386.

De Graauw Els and Vermeulen Floris (2016) Cities and the Politics of Immigrant Integration: A Comparison of Berlin, Amsterdam, New York City, and San Francisco, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 42 (6), pp. 989-1012.

Dekker Rianne, Emilsson Henrik, Krieger Bernhard and Scholten Peter (2015) A Local Dimension of Integration Policies? A Comparative Study of Berlin, Malmö, and Rotterdam. *International Migration Review*, 49 (3), pp. 633-658.

Del Biaggio Cristina, Giannetto Leila et Noûs Camille (Coords.) (2020) Réfugié-e-s et montagne, *Revue de géographie alpines*, 108 (2), pp. 1-9.

Desage Fabien, Morel Journal Christelle et Sala Pala Valérie (Éds.) (2014) *Le peuplement comme politiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

- Downing John** (2016) Influences on State-Society Relations in France: Analysing Voluntary Associations and Multicultural Dynamism, Co-Option and Retrenchment in Paris, Lyon and Marseille, *Ethnicity*, 16 (3), pp. 452-469.
- Escafré-Dublet Angéline and Lelévrier Christine** (2018) Governing Diversity Without Naming it: An Analysis of Neighbourhood Policies in Paris, *European Urban and Regional Studies*, 26 (3), pp. 283-296.
- Flamant Anouk** (2020) The Local Turn in Integration Policies: Why French Cities Differ, *Ethnic and Racial Studies*, 43 (11), pp. 1981-2000.
- Flamant Anouk** (2017) L'incomplète construction des politiques municipales de lutte contre les discriminations raciales, *Revue internationale de politique comparée*, 24 (3), pp. 257-291.
- Flamant Anouk, Fourot Aude-Claire et Healy Aisling** (Éds) (2021) Villes et migrations à l'ère des réseaux : investissements, mobilisations, et usages des réseaux de villes dans l'accueil des populations migrantes, Paris, Éditions PUCA.
- Fourot Aude-Claire** (2015) "Bringing Cities Back In" To Canadian Political Science: Municipal Public Policy and Immigration, *Canadian Journal of Political Science*, 48 (2), pp. 413-433.
- Fourot Aude-Claire** (2013) *L'intégration des immigrants : cinquante ans d'action publique locale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Fourot Aude-Claire** (2011) Immigrants en banlieue et politiques publiques municipales : Le cas Lavallois (Québec, Canada), *Administration publique du Canada*, 54 (1), pp. 97-119.
- Furri Filippo** (2017) Villes-refuge, villes rebelles et néo-municipalisme, *Plein droit*, 115 (4), pp. 3-6.
- Gardesse Camille, Lelévrier Christine** (2020) Refugees and Asylum Seekers Dispersed in Non-Metropolitan French Cities: Do Housing Opportunities Mean Housing Access?, *Urban planning*, 5 (3), pp. 138-149.
- Gebhardt Dirk** (2021) Ambitions municipalistes et engagement à long terme. Quelques leçons à tirer de l'action de Barcelone via le réseau Eurocities, in Anouk Flamant, Aude-Claire Fourot et Aisling Healy Éds., *Villes et migrations à l'ère des réseaux : investissements, mobilisations et usages des réseaux de villes dans l'accueil des populations migrantes*, Paris, Éditions du PUCA, pp. 191-207.
- Glick Schiller Nina and Çağlar Ayse** (2009) Towards a Comparative Theory of Locality in Migration Studies: Migrant Incorporation and City Scale, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 35 (2), pp. 177-202.
- Good Kristin** (2009) Municipalities and Multiculturalism: The Politics of Immigration in Toronto and Vancouver, Toronto, University of Toronto Press.
- Habibi Sara and Asadi Nematollah** (2011) Causes, Results and Methods of Controlling Urban Sprawl, *Procedia Engineering*, 21 (133-141), [online]. URL: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1877705811048302?via%3Dihub>
- Kirszbaum Thomas** (Dir.) (2015) En finir avec les banlieues ? Le désenchantement de la politique de la ville, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- Kobelinsky Carolina** (2010) L'accueil des demandeurs d'asile. Une ethnographie de l'attente, Paris, Éditions du Cygne.

Lacroix Thomas (2020) Réseaux des villes hospitalières : un panorama global, *E-migrinter*, 20, [en ligne]. URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/2281>

Lasch Christopher, Chan Linus, Eagly Ingrid, Haynes Dina Francesca, Lai Annie, Mc Cormick Elisabeth and Stumpf Juliet (2018) Understanding "Sanctuary Cities", *Boston College Law Review*, 59 (5), pp. 5-29, [online]. URL: <https://lawdig-italcommons.bc.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3686&context=bclr>

Litcher Daniel (2012) Immigration and the New Racial Diversity in Rural America, *Rural Sociology*, 77 (1), pp. 3-35.

Macklin Audrey (2003) The Value(s) of the Canada-Us Safe Third Country Agreement, *Caledon Institute of Social Policy*, [online]. URL: <https://ssrn.com/abstract=557005>

Manço Altay (2012) La Belgique, in Chedly Belkhodja et Michèle Vatz Laaroussi Dirs., *Immigration hors des grands centres : Enjeux, politique et pratiques dans cinq États fédéraux*, Paris, L'Harmattan, pp. 30-36.

Manço Altay, Gertnerova Andrea, Vatz Laaroussi Michèle et Bolzman Claudio (2012) Le local et l'immigré. Intégration des migrants hors des « grands centres » : position des problématiques et enjeux, in Chedly Belkhodja et Michèle Vatz Laaroussi Dirs., *Immigration hors des grands centres : Enjeux, politique et pratiques dans cinq États fédéraux*, Paris, L'Harmattan, pp. 97-122.

Mayer Margit (2017) Cities as Sites of Refuge and Resistance, *European Urban and Regional Studies*, 25 (3), pp. 232-249.

McAdam Jane (2013) Australia and Asylum Seekers, *International Journal of Refugee Law*, 25 (3), pp. 435-448.

Meier Sabine (2018) Being Accommodated, Well Then? "Scalar Narratives" on Urban Transformation and Asylum Seekers' Integration in Mid-Sized Cities, *Urban Planning*, 3 (4), pp. 129-140.

Michalon Bénédicte et Morice Alain (Coords.) (2008) Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne, *Études rurales*, 182.

Missbach Antje, Adiputera Yunizar and Prabandari Atin (2018) Is Makassar a "Sanctuary City"? Migration Governance in Indonesia After the "Local Turn", *Austrian Journal of South-East Asian Studies*, 11 (2), pp. 199-216.

Moffette David and Ridgley Jennifer (2018) Sanctuary City Organizing in Canada: From Hospitality to Solidarity, *Migration and Society*, 1 (1), pp. 147-155.

Monforte Pierre and Dufour Pascale (2011) Mobilizing in Borderline Citizenship Regimes: A Comparative Analysis of Undocumented Migrants' Collective Actions, *Politics & Society*, 39 (2), pp. 203-232.

Myrberg Gunnar (2017) Local Challenges and National Concerns: Municipal Level Responses to National Refugee Settlement Policies in Denmark and Sweden, *International Review of Administrative Sciences*, 83 (2), pp. 322-339.

Oliver Caroline, Dekker Rianne, Geuijen Karin and Broadhead Jacqueline (2020) Innovative Strategies for the Reception of Asylum Seekers and Refugees in European Cities: Multi-Level Governance, Multi-Sector Urban Networks and Local Engagement, *Comparative Migration Studies*, 8 (30), [online]. URL: <https://comparativemigrationstudies.springeropen.com/articles/10.1186/s40878-020-00189-y>

- Oomen Barbara** (2020) Decoupling and Teaming up: The Rise and Proliferation of Transnational Municipal Networks in the Field of Migration, *International Migration Review*, 54 (3), pp. 913-939.
- Patuzzi Liam, Andriescu Monica and Piettropolli Antonio** (2020) Building Welcome From the Ground Up. European Small and Rural Communities Engaging in Refugee Resettlement, Brussels, Migration Policy Institute.
- Pette Mathilde et Eloire Fabien** (2016) Pôles d'organisation et engagement dans l'espace de la cause des étrangers : L'apport de l'analyse des réseaux sociaux, *Sociétés contemporaines*, 101 (1), pp. 5-3.
- Preibisch Kerry** (2004) Migrant Agricultural Workers and Processes of Social Inclusion in Rural Canada: Encuentros and Desencuentros, *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, 29 (57/58), pp. 203-239.
- Saunders Doug** (2010) Arrival City: The Final Migration and Our Next World, Toronto, Knopf Canada.
- Schmiz Antonie, Felgentreff Carsten, Franz Martin, Paul Marcel, Pott Andreas, Räuchle Charlotte and Schrader Sebastian** (2020) Cities and Migration. Bibliometric Evidence From a Spatially Biased Field of Knowledge Production, *Geographical Review*, [online]. URL: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00167428.2020.1812070>
- Schmoll Camille** (2020) Les damnées de la mer. Femmes et frontières en Méditerranée, Paris, La Découverte.
- Simard Myriam** (1996) La politique québécoise de régionalisation de l'immigration : enjeux et paradoxes, *Recherches sociographiques*, 37 (3), pp. 439-469.
- Siméant Johanna** (1998) *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Tardis Mathieu** (2019) Une autre histoire de la « crise des réfugiés ». La réinstallation dans les petites villes et les zones rurales en France, *Études de l'Ifri*.
- Triandafyllidou Anna and Nalbandian Lucia** (2020) Covid-19 and the Transformation of Migration and Mobility Globally. "Disposable" and "Essential": Changes in the Global Hierarchies of Migrant Workers after COVID-19, *IOM Publications*, [online]. URL: <https://publications.iom.int/fr/system/files/pdf/disposable-and-essential.pdf>
- Uitermark Justus and Duyvendak Jan Willem** (2008) Civilising the City: Populism and Revanchist Urbanism in Rotterdam, *Urban Studies*, 45 (7), pp. 1485-1503.
- Valluy Jérôme** (2008) *Sociologie politique de l'accueil et du rejet des exilés*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Paris, Université Sorbonne.
- Varsanyi Monica** (2011) Neoliberalism and Nativism: Local Anti-Immigrant Policy Activism and an Emerging Politics of Scale, *International Journal of Urban and Regional Research*, 35 (2), pp. 295-311.
- Vertovec Steven** (2007) Super-Diversity and Its Implications, *Ethnic and Migration Studies*, 30 (6), pp. 1024-1054.
- Tazzioli Martina and Garelli Glenda** (2020) Containment Beyond Detention: The Hotspot System and Disrupted Migration Movements Across Europe, *Environment and Planning D: Society and Space*, 38 (6), pp. 1009-1027.

Walton-Roberts Margaret (2005). Regional Immigration and Dispersal: Lessons From Small- and Medium-Sized Urban Centres in British Columbia, *Canadian Ethnic Studies*, 37 (3), pp. 12-34.

White Bob (Ed.) (2018) *Intercultural Cities. Policy and Practice for a New Era*, Londres, Palgrave Macmillan.

Wulff Maryann, Carter Tom, Vineberg Rob and Ward Stephen (2008) Special Issue: Attracting New Arrivals to Smaller Cities and Rural Communities: Findings From Australia, Canada and New Zealand, *Journal of International Migration and Integration*, 9 (2), pp. 119-124.